

Chers collègues,

Dans les années 60, le Président des Etats-Unis Lyndon B. Johnson proclame “la Grande Société” (Great Society). Un peu plus tôt, J. K. Galbraith fait paraître son célèbre ouvrage “La Société d'abondance”, suivi, en 1967, par un autre ouvrage aussi connu - “Le Nouvel Etat industriel”. Ensuite, on voit apparaître les concepts de société post-industrielle et de société d'information.

Si dans les années de *Great Society* l'Etat portait de plus en plus de charges sociales, le concept actuel de *Big Society* traduit les tentatives de faire assumer ces charges aux collectivités locales. En fait, il s'agit de créer plusieurs centres de forces pour rendre la politique sociale plus efficace en s'appuyant sur la société civile.

Comment peut-on expliquer ces tentatives ?

La société contemporaine affronte de nouveaux défis, dont le premier est démographique : les sociétés européennes, aussi que celle de Russie, vieillissent. Ceci augmente les dépenses sur la santé et les retraites. En même temps, l'augmentation de l'espérance de vie rend la période de travail plus longue et l'âge de retraite devient plus avancé. Les jeunes générations font des études plus longues aussi. Au 19-ème et au début du 20-ième siècle, on luttait pour interdire le travail des enfants, au milieu du 20-ème siècle, les jeunes sortaient sur le marché de travail à 15-17 ans. Aujourd'hui, plus de 50% de jeunes font leurs études supérieures, et ce n'est pas rare qu'ils commencent à travailler à 22-25 ans.

Le second défi peut donc être appelé éducatif. Jamais la société n'a été aussi instruite (pas seulement dans les pays développés, mais dans le monde entier). Le niveau d'instruction plus élevé constitue une des sources principales du développement, mais il nécessite également de plus en plus de moyens pour assurer son fonctionnement.

Il se détache nettement plusieurs domaines qui vont absorber prochainement de plus en plus de ressources, à savoir : santé, enseignement, retraites. Ainsi, les domaines prioritaires de développement sont à déterminer.

Tout porte à croire, que la société contemporaine (les pays développés, en particulier) fait face à une nouvelle répartition des charges sociales que l'Etat serait capable de porter.

Et ce défi, la Russie doit y répondre. Un seul exemple. Aujourd'hui dans le contexte d'une crise économique, l'indexation prévue des retraites dans le budget d'Etat de 2016 nécessiterait 1,5% du PIB. Or, cet argent ne serait disponible qu'à condition de réduire les dépenses budgétaires pour l'enseignement et la santé.

Cela signifie qu'il faut chercher de nouvelles ressources en assurant une utilisation plus efficace des moyens disponibles aujourd'hui. Dans ce contexte, “Big Society” est une possibilité de créer de nombreux centres de forces mais aussi une voie pour dégager les ressources qui assureraient le développement des universités.

Là, on pourrait et il faudrait mentionner plusieurs démarches éventuelles interdépendantes. A savoir :

- Le développement des réseaux d'enseignement. Ceci permettra de concentrer des ressources matérielles et informationnelles aussi bien que le temps (le processus de Bologne est un des premiers pas sur cette voie). Il s'agit de la concentration de ressources, l'augmentation de la mobilité des étudiants et des professeurs.
- La création de fonds de dotation (endowment) dans le domaine d'éducation. Ce sont les anciens élèves des universités qui jouent un grand rôle dans la constitution de ces fonds. Tirant profit de leur bonne formation, ils contribuent à ce que les générations suivantes des étudiants acquièrent de bonnes connaissances. Les Etats-Unis ont vu se constituer

des fonds de dotation immenses. Ainsi, le fonds de l'Université de Harvard a dépassé 36,5 mlrds de dollars en 2008. Réduit pendant la crise, il reste toujours le plus grand dans le monde (31,7 mlrds de dollars). Celui de l'Université d'Iels a atteint 19,4 mlrds de dollars. Celui de Princeton – 17,1 ; celui de Stanford – 16,5 mlrds de dollars. Les fonds de dotation européens sont beaucoup moins importants : celui d'Oxford est de 2 mlrds de livres sterling environ, celui de Cambridge est de 4,3 mlrds de livres sterling (le plus grand en Europe).

- Les prêts d'éducation. En parlant des prêts d'éducation, d'habitude, on attire l'attention au problème de leur remboursement aussi qu'à la mise au point de nouveaux modèles de prêts. Les prêts d'éducation constituent plusieurs sources de développement du système d'enseignement supérieur : la société (l'Etat) garantit le remboursement des prêts et assure des taux d'intérêt avantageux ; les banques apportent des ressources financier pour les prêts ; les ménages assurent les gages, payent les intérêts et une partie du prêt ; finalement, l'ancien étudiant lui-même rembourse une partie du prêt en travaillant.
- L'enseignement de masse en ligne. D'une part c'est un moyen de réduire les frais des universités, qui sont en croissance rapide ces dernières années. D'autre part, les cours des professeurs éminents deviennent accessibles à tous les intéressés. Les universités pilotes partagent leurs ressources et propagent leur influence sur un grand auditoire.
- Les fonds de bourses d'études et d'autres fonds de bienfaisance. Ils versent des bourses aux étudiants issus de familles peu aisées pour que ceux-ci puissent faire leurs études, acquérir des livres nécessaires, participer aux conférences et aux séminaires en dehors de leurs universités. Ces fonds assurent la publication des ouvrages scientifiques, appuient la recherche, sans laquelle la formation moderne de qualité est impossible.
- Le partenariat privé-public. En principe, ce partenariat concerne, dans telle ou telle mesure, tout ce qui a été déjà dit, puisqu'il est question de la répartition des charges financières entre plusieurs parties, l'Etat y compris. Mais il existe encore un champ d'interaction important, à savoir : l'éducation non-formelle, la formation sur le lieu du travail, financée normalement par l'employeur. Ce sont de grandes dépenses qui ne cessent de croître. C'est un des mécanismes les plus efficaces du partenariat privé-public dans le domaine social.

Je voudrais dire quelques mots de la solution de ces problèmes en Russie.

On voit se développer l'organisation de l'enseignement par réseaux. Du point de vue formel, la Fédération de Russie a rejoint le processus de Bologne en 2003, mais nous ne pouvons pas dire que cela bouge sensiblement. Tout de même on peut constater le développement de la coopération entre les universités ou entre les universités et les centres de recherche.

Des fonds de dotation se développent également, stimulés par une loi spéciale votée en 2006. Les fonds en question se constituent activement aujourd'hui. Ils sont déjà créés à l'Université d'Etat de Moscou Lomonossov, à l'Université d'Etat de Saint-Petersbourg, à l'Académie de l'économie national et de l'administration public, à l'Université Nationale de Recherche – Haute Ecole d'Economie, à l'Université Nationale de Recherche Technologique "MISIS", à l'Université de Physique et de Technique, à l'Université de Finance, à l'Université Européenne de Saint-Petersbourg et dans d'autres établissements importants. Actuellement, on compte une cinquantaine de fonds de dotation universitaires qui représentent le total de 16,8 mlrds de roubles environ. L'Académie du Commerce Extérieur de Russie est en train de constituer un tel fonds.

Le progrès est également sensible quant aux dépenses des entreprises sur la formation de leur personnel : les grandes entreprises mettent en place des centres de formation en bénéficiant ainsi d'allègements fiscaux.